



Conférence économique africaine 2017

Climat des Affaires, Création d'emplois et Productivité du Travail des Entreprises Béninoises

Marc AKPLOGAN

Ingénieur Statisticien Economiste

Consultant à la Banque Mondiale

marc.akplogan@yahoo.fr

Cotonou, Bénin

(Version provisoire)

Juin 2017

Climat des Affaires, Création d'emplois et Productivité du Travail des Entreprises Béninoises

Résumé

La création des emplois dignes et productifs dans les économies contemporaines pour une population des jeunes en pleine croissance comme celle du Bénin constitue un des objectifs majeurs des politiques économiques. Après plus d'un quart de siècle de libéralisme économique, le pays demeure un des plus pauvres de la planète avec un secteur privé embryonnaire, un marché de travail restreint et une prééminence du secteur informel. Le secteur privé à travers son rôle de créateur de richesses et d'emplois doit être un pilier d'une croissance inclusive pour tous. Toutefois, l'environnement dans lequel opèrent les firmes peut limiter leur performance surtout leur capacité à créer des emplois rémunérateurs. L'objectif de ce travail est alors d'examiner les liens entre l'environnement des investissements, la productivité du travail et la création d'emplois par les entreprises béninoises. La démarche d'analyse empirique est déroulée en se référant aux écrits de Shi et Michelitsch (2012) et bien d'autres, en utilisant des données uniques d'enquêtes « Enterprise Survey » réalisées par la Banque Mondiale (WBES) en 2009 et 2016. Après l'analyse univariée et multivariée – ANOVA, régression multiple, régression logistique –, les résultats montrent que la productivité de la main-d'œuvre, encore faible, influence négativement et significativement la croissance de l'emploi de -1,5% dans les entreprises. Les multiples contraintes majeures du climat des affaires, qui restent inchangés sur la période 2009-2016, comme l'accès difficile à la finance, l'accès pénible, avec des coupures intempestives d'électricité, le coût d'approvisionnement onéreux de l'énergie des unités de production et la concurrence déloyale intense du secteur informel sont autant de facteurs qui limitent l'objectif d'offre d'emploi des entreprises auxquels s'ajoute la faiblesse du capital humain. Les variables de contrôle telles que la taille, l'âge de l'entreprise, sa localisation, la consommation technologique ont des effets significatifs sur la variation de l'emploi et la probabilité d'embauche des firmes. Ces résultats montrent clairement que l'amélioration des dimensions évoquées ci-avant du climat des affaires au Bénin doit se poursuivre et les acquis préservés dans la durée afin de transformer le dividende démographique des jeunes en dividende économique, en dotant aussi les jeunes de compétences correspondant aux besoins économiques.

Mots clés : Emploi, Climat des investissements, Productivité, régression multiple, Logit

I – Introduction

Le secteur privé à travers son rôle de créateur de richesses et d'emplois est reconnu comme le moteur de la croissance économique (OCDE, 2006)¹. L'environnement dans lequel opèrent les entreprises influe fortement sur leur compétitivité. La faiblesse des aspects – réglementation, gouvernance, finance, main-d'œuvre, stabilité macroéconomique et politique, etc – du climat des investissements affecte la performance des firmes et l'entrepreneuriat des jeunes (Beck et Demirguc-Kunt 2006, Beck, Demirguc-Kunt et Maksimovic 2005, 2008; Maksimovic 2005, Hallward-Driemeier 2013). Inversement, un cadre plus propice aux affaires est un levier de croissance des entreprises, de plus d'investissements privés, de consommation technologique et de création d'emplois productifs (Fries et al. 2004, Asiedu et al, 2013).

Créer des emplois dignes en Afrique, notamment à la population des jeunes sans cesse croissante et pleins de talents, est une des préoccupations majeures des stratégies de développement des pays (PCA, 2015 et BAfD, 2016). Sur les près de 420 millions de jeunes de 15 à 35 ans, seulement le sixième bénéficie d'un emploi salarié alors que 10 à 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année, face à une offre d'emploi limitée à 3,1 millions d'emplois (OIT, 2016). Malgré le retour à la croissance globalement significative de l'ordre de 5% sur la période récente, de multiples contraintes sur les climats des affaires africains persistent et limitent un regain d'intérêt des investisseurs à s'installer en Afrique. Les IDE ont peu évolué et représentent un peu plus de 4% des IDE mondiaux (CNUCED, 2016) et prioritairement orientés vers des secteurs névralgiques comme les combustibles et les minerais, à faible impact sur l'emploi.

Comme la plupart des pays africains à revenu faible, le Bénin, avec plus d'un quart de siècle de libéralisme économique, demeure un des plus pauvres pays de la planète avec un secteur privé restreint et une prééminence du secteur informel. Chaque année, plus de 100 000 jeunes diplômés arrivent sur le marché du travail peu flexible. La plupart de ses jeunes n'ont pas de perspectives économiques stables. Seuls 33% des jeunes de 15 à 35 ans ont un emploi rémunéré, alors qu'ils représentent environ 60% de la population (PNUD, 2012). Le sous-emploi concerne actuellement 80% de la population et l'instabilité des revenus a fait grimper la pauvreté monétaire de 33,3% en 2007 à 35,2% en 2009, puis de 36,2% en 2011 à 40,1% en 2015 (PNUD, 2016 ; INSAE, 2016)².

Avant 2014, les rapports successifs « *Doing Business (DB)* » de la Banque Mondiale – une des mesures les plus connues à l'international de la qualité de la réglementation et de la facilitation de l'environnement des affaires – montrent que le climat des affaires béninois est en dégradation continue depuis 2008 (Graphique 1). De la 137^e place (sur 175) en 2007, le Bénin a régressé au 175^e rang (sur 185) en 2013 et occupe aujourd'hui, un niveau nettement amélioré, en 2015, la 151^e place et en 2016, le 158^e rang³ sur 189 pays.

Le Bénin (trois réformes), après le Sénégal (quatre réformes) dans la CEDEAO, est classé parmi les cinq pays africains présents dans les dix meilleurs pays réformateurs au monde dans les rapports de 2015 et 2016. Les délais de création d'une entreprise sont passés de 18

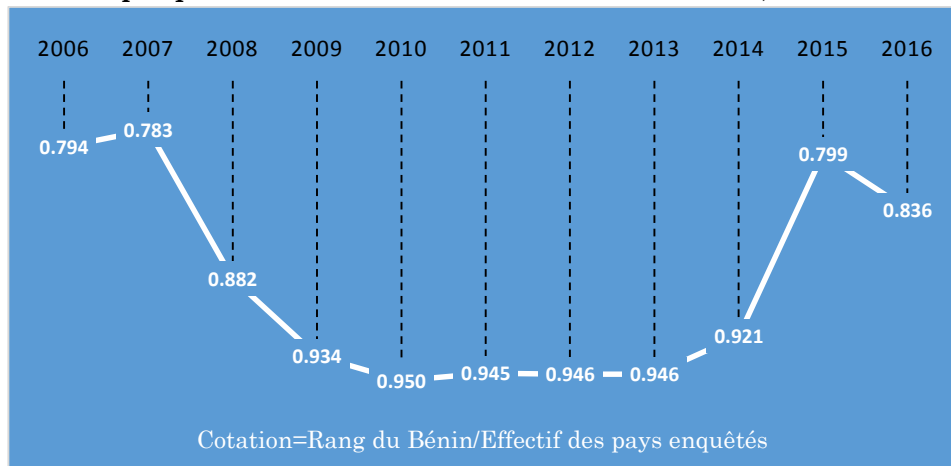
¹ « Vers une croissance pro-pauvre : le développement du secteur privé », Rapport OCDE, 2006.

² « Les tendances de la pauvreté au Bénin sur la période 2007-2015 », PNUD, INSAE, 2016

³ Doing Business, <http://français.doingbusiness.org/rankings>

à 12 jours entre 2013 et 2015 avec des coûts de création moins onéreux. Le pays classé, en 2015, 26^{ème} (sur 53) en Afrique, obtient la 5^{ème} performance (sur 17) de l'espace de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

Graphique 1 : Cotation du climat des affaires au Bénin, 2006-2016



Source : Doing Business, 2016, Calcul de l'auteur

En 2016, entre autres améliorations réelles, en plus des réformes évoquées ci-avant, la mise en service du guichet unique pour les permis de construire a ramené de 5 à 2 le nombre de signatures requises pour obtenir un permis de construire. Les pratiques commerciales ont été modifiées afin de réduire les délais d'exécution des formalités requises à la frontière pour les exportations et les importations (DB, 2016). Pourtant, les délais d'exécution des contrats très longue et tatillonnes, l'accès difficile aux facteurs de production ainsi qu'au financement restent des obstacles majeures (Banque Mondiale, 2016 ; PNUD, 2016).

Partant de la thèse que le secteur privé est un pilier puissant de croissance et de création d'emplois, il est important d'identifier les facteurs qui favorisent ou freinent la création d'emplois par les firmes. Cette analyse est importante pour le Bénin dont le développement du secteur privé est en retard par rapport aux autres pays de la région. L'impact du retard est surtout pénalisant pour les PME et PMI, donc d'abord nationales, et celles-ci ne sont en conséquence incitées ni à investir, ni à innover, ni à entrer dans les circuits formels. Le défi de développement du secteur privé béninois et de création d'emplois décents rendent nécessaires l'évaluation du lien entre création d'emplois et climat d'investissement, qui jusqu'à ce jour, reste moins étudiée empiriquement, afin d'apporter un éclairage nouveau à la conduite de la politique économique pour améliorer son environnement des affaires.

Pour aborder cette problématique, l'étude exploite les données issues des deux enquêtes « Enterprise Survey » (WBES) organisées par la Banque Mondiale en 2009 et 2016 au Bénin qui offrent des informations uniques sur l'environnement des affaires du pays.

L'objectif de cette étude est alors d'analyser les impacts de la productivité du travail et du climat des affaires sur la création des emplois par les entreprises du secteur privé au Bénin.

Il s'agit :

- d'apprécier l'impact de la réglementation des affaires et des barrières administratives sur la croissance de l'emploi dans les entreprises ;

- de mesurer l'influence de la productivité du travail des entreprises sur la création de l'emploi ;
- d'évaluer la dynamique des effets précités dans le temps, en 2009 et 2016 ainsi que les effets induits par les contraintes majeures du CA sur la croissance de l'emploi ;
- de tirer des leçons des analyses pour l'amélioration de l'environnement des investissements au Bénin afin de stimuler la création des emplois productifs.

Examiner les atouts et les contraintes que les pratiques et les politiques publiques créent sur la création d'emplois dans les entreprises permet d'alerter les gouvernements et les entreprises sur les opportunités et les barrières qui parsèment l'environnement des affaires au niveau national et qui conditionnent la création d'emplois par les entreprises. A notre connaissance, cette étude est la première à aborder de façon empirique la relation entre les caractéristiques du climat des investissements et la croissance de l'emploi dans les firmes au Bénin. L'analyse des conditions de création d'emploi montre la relation négative et significative (-1,4%) entre productivité du travail et création d'emplois et les obstacles – finance, électricité, secteur informel – qui perdurent, risquent de limiter encore cet objectif ultime d'offre d'emploi des entreprises béninoises et de dégrader davantage les performances du Bénin sur l'indicateur « Doing Business ».

La suite de ce papier est structurée de la manière suivante. Les données et les variables de l'étude ainsi que les revues théoriques et empiriques sont présentées dans la section 2. Elle est aussi dédiée à la présentation de la méthodologie de l'étude (modèle de référence et procédure d'estimation). Dans la Section 3, nous analysons les résultats qui ressortent des estimations et des tests décrits dans la section précédente. Nous tirons des différents résultats des mesures contribuant à dynamiser le secteur privé au Bénin afin de mieux orienter leur influence sur la croissance de l'emploi. La dernière section conclut l'article.

2. Données, variables et méthodologie de l'étude

Cette section présente d'une part les données et les variables utilisées dans cette étude ainsi que leurs sources. Elle est dédiée d'autre part à la méthodologie mise en œuvre. Les variables sont présentées en faisant ressortir les travaux empiriques relatifs aux études sur le lien entre le climat des affaires, productivité du travail et création d'emplois au sein des entreprises.

2.1. Données, variables de régression et leurs sources

Les données exploitées proviennent de l'enquête entreprise de la Banque Mondiale (WBES) réalisées en 2009⁴ et 2016. Pour chacune de ces années, la taille de l'échantillon est de 150 entreprises formelles urbaines opérants dans les secteurs non-agricoles ayant au moins cinq employés. L'échantillon est collecté suivant un sondage aléatoire stratifié suivant la taille, le secteur d'activité et la localisation de l'entreprise.

► Création d'emplois et productivité du travail dans les firmes

La productivité du travail peut avoir un effet favorable ou non sur la création d'emplois des entreprises : Lorsqu'un nombre restreint de travailleurs est nécessaire pour produire la même quantité de biens ou production, une augmentation de la productivité du travail

⁴ Les données de l'année 2009 ont été collectées sur la période Mai-Septembre 2009. L'enquête de 2016 est faite entre juillet et octobre 2016.

conduit à une décroissance ou une stagnation de l'emploi. Une restriction au niveau de la demande de biens peut jouer aussi un rôle important. Inversement, d'autres théories postulent qu'une croissance de la productivité de la main-d'œuvre peut aussi conduire à l'augmentation de la production, de la taille du marché et conduire à la création d'emplois.

Empiriquement, partant des données de WBES de 106 pays couvrant 20000 entreprises, Michelitsch et Shi, 2012, montrent que l'augmentation de la productivité du travail a un effet positif et significatif sur la croissance de l'emploi. Dans un modèle à effets fixes, une augmentation de 1% de la productivité du travail est associée à une augmentation de 1,8% de la croissance de l'emploi des entreprises. Pour les pays d'Afrique Subsaharienne (ASS) et de l'Amérique Latine et du Caraïbes (LAC), cette relation est significative et positive. Les auteurs utilisent des variables de contrôle comme la taille, l'âge de l'entreprise, la localisation de l'entreprise, si l'entreprise est exportatrice, la composition des propriétaires, le type d'entreprise, la moyenne sur trois années des variables macroéconomiques (PIB par tête, croissance du PIB, croissance du capital et taux d'inflation) et les variables muettes.

Sur la base des mêmes données transversales du WBES collectées entre 2002 et 2006 dans 21 pays de l'OCDE et en développement, Dutz et al. (2011) montrent également le rôle positif de la productivité sur la création d'emplois. L'innovation et l'amélioration de la productivité conduit à plus de revenus et de production. Associées à la compétition, l'ensemble conduit à plus de croissance inclusive.

Suivant Michelitsch et Shi, (2012), la création d'emplois est mesurée en se basant sur la question : « A la fin des années fiscales t et t-2 ou t-3, combien d'employés permanents à temps plein l'établissement comptait-il? ». Les informations obtenues sur l'année de base t-2 ou t-3 et sur l'année courante permettent de calculer la variable dépendante qui est le taux de croissance des emplois annuels des firmes par rapport à l'année de base. La productivité du travail est évaluée en rapportant le montant des ventes à l'effectif des employés. Une seconde mesure proxy de la croissance de l'emploi est extraite de la réponse à la question suivante, en 2016 : « Au cours des deux dernières années, l'établissement a-t-il embauché ou a-t-il essayé d'embaucher des travailleurs qualifiés? ». Cette variable est dichotomique et est utilisée pour tester la robustesse des analyses.

► Climat des affaires et création d'emplois par les entreprises

Plusieurs études ont mis en évidence les liens entre les facteurs du climat des affaires et la performance⁵ des entreprises dont la création d'emplois. L'instauration d'un cadre d'ensemble favorable au fonctionnement et au développement des entreprises et des activités est indispensable à la création d'emplois décents.

Un environnement propice aux affaires – infrastructure, finance, sécurité, compétition, régulation – conduit à la croissance économique en accroissant l'investissement, la productivité des entreprises et partant la création de nouvelles opportunités notamment l'emploi (Dethier et al., 2008, Fries et al., 2004). Mais la présence des contraintes dans l'environnement des affaires en plus des mauvaises qualités managériales expliquent significativement les contre-performances des entreprises. Selon Bah et al., 2011, l'Afrique possède le plus mauvais environnement favorable aux affaires. Avec un échantillon de 30 pays d'ASS, les auteurs montrent que l'effet de l'accès au crédit, de la réglementation des affaires, du crime, de la corruption et des infrastructures sur la production et la productivité

⁵ « La performance est le degré d'accomplissement des objectifs, des buts, des plans ou programmes que s'est donnés une organisation » (Martinet et al, 2000).

totale des facteurs est important. L'amélioration de ces dimensions du climat des affaires sera déterminante pour remettre en cause la mauvaise position d'ensemble du continent sur l'indicateur « Doing Business » et propulser davantage son développement.

Partant de 54 bases de données de la WBES, Beck et al. (2005) analysent la relation entre la taille de l'entreprise et les perceptions relatives aux obstacles financiers, juridiques et à la corruption dans la conduite des affaires. Les résultats montrent que la perception des contraintes financières et du niveau de corruption sur les affaires dépend de la taille de la firme. Les petites entreprises perçoivent plus d'obstacles dans la conduite des affaires que les grandes. Cependant, les petites entreprises rapportent que le cadre juridique constitue un obstacle mineur contrairement aux grandes entreprises mais ces différences ne sont pas significatives. Les facteurs comme la finance, le droit et la corruption ont un impact négatif et significatif sur la croissance des entreprises.

Hallward-Driemeier et al. (2006), à partir des données du WBES, utilisent la régression multiple pour évaluer l'impact de la structure de la propriété, du climat des affaires sur la performance de firmes chinoises. La performance est mesurée par quatre variables dont la création de l'emploi. La propriété (Etat, privé domestique et étranger) détermine la performance des entreprises. Les entreprises à capitaux étranger sont plus performantes que celles privées qui sont aussi plus performantes que les entreprises publiques. Il n'y pas d'évidence en ce qui concerne les infrastructures physiques mais les infrastructures technologiques ont un impact sur la performance, la flexibilité du marché est faiblement significative, l'effet de l'accès au crédit sur la performance n'est pas évident. En dehors de la structure de la propriété et du climat des affaires, les autres variables explicatives sont les ventes retardées ; comme dans l'étude de Michelitsch et Shi, (2013), l'emploi retardé, l'âge de l'entreprise, la population et le PIB.

Escribano et al. (2008) ont recours aussi à la régression multiple pour apprécier l'impact du climat des affaires sur la performance économique des entreprises en Turquie. La performance économique est mesurée par cinq variables dont l'emploi. Les variables explicatives retenues sont : le climat des affaires, la taille de l'entreprise, l'âge, le nombre de compétiteurs, la localisation de l'entreprise, le niveau d'utilisation de la capacité de production, des variables muettes du secteur d'activité et l'année.

Dans une étude sur la performance et le climat des affaires en Côte d'Ivoire, Ngotta et Bécho (2012) exploitent les données d'enquête entreprise de 2009 (WBES) et s'inspirent des deux études énumérées ci-avant et exploitent une régression multiple pour mettre en évidence l'influence négative que le vol et l'instabilité politique ont sur la productivité totale des facteurs, l'emploi et le volume des ventes alors que l'obtention de licence et l'accès au crédit influencent positivement ces variables. Les variables comme l'âge de l'entreprise, le genre, le niveau d'expérience du manager et son niveau d'étude, le type d'entreprise, etc. sont considérées comme facteurs de contrôle.

A l'image de ces auteurs cités ci-avant, nous analysons le lien entre le climat des affaires et la création des emplois à l'aide d'un modèle de régression multiple et en utilisant les outils de l'économétrie des variables qualitatives pour apprécier la robustesse des résultats.

2.2. Modèle de référence et Stratégie d'Estimation

Partant d'une fonction de production de type Cobb-Douglas, suivant Greenaway et al. (1999), à l'équilibre l'output en fonction de la demande de travail s'établit :

$$Y_{it} = L_{it}^{\alpha} \left(\frac{\alpha w}{\beta c} L_{it} \right)^{\beta} \quad (1)$$

avec Y_{it} est l'output réel de l'entreprise i à l'instant t ; L le nombre d'employés; w et c représentent respectivement les taux réels des salaires et du capital. En prenant le logarithme de l'équation (1) et en réarrangeant, le modèle s'écrit :

$$\ln L_{it} = \gamma_0 + \gamma_1 \ln Y_{it} + \gamma_2 (w/c) \quad (2)$$

En utilisant l'équation (2) et en s'inspirant des écrits de Michelitsch et Shi, (2012), l'impact de la productivité du travail et du climat des affaires est appréhendé en estimant des variantes de l'équation (3) suivante :

$$\Delta emp_{it} = \lambda_0 + \lambda_1 pw_{it} + X_{it}\Gamma + Z_t\Psi + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

avec, pour l'entreprise i à l'instant t (2009, 2016), Δemp est une mesure de la croissance de l'emploi dans les entreprises. La productivité du travail est mesurée par la variable pw qui représente, comme dans Michelitsch et Shi, (2012), la part des ventes par tête ou de la valeur ajoutée par tête. X est le vecteur des facteurs du climat des affaires qui servent de contrôle et identifiées dans les études empiriques évoquées ci-avant. Z est le vecteur des variables macroéconomiques, moyenne des variables sur les trois années précédant les années 2009 et 2016.

La procédure d'estimation prend en compte les caractéristiques des données : (i) la variable dépendante est continue ou dichotomique dans le cas de l'étude de la robustesse ; (ii) les données d'enquêtes contiennent souvent des observations atypiques ou outliers dues à des erreurs de mesures ou de codification ; (iii) les entreprises enquêtées en 2016 sont différentes de celles de 2009 ainsi que les environnements des affaires; (iv) la création d'emplois peut être affectée par les caractéristiques observables et inobservables des firmes. Pour résoudre ces problèmes, deux modèles - Logit et linéaire- sont estimés en tenant compte des outliers et en prenant en compte les variables de contrôle et des variables muettes individuelles et temporelles citées ci-avant. Pour le test de robustesse, en 2016, la probabilité pour qu'une entreprise embauche des travailleurs qualifiés est modélisée par un modèle Logit simple en prenant en compte les composantes du climat des affaires.

Par ailleurs, les termes 2009 et 2016, dans l'analyse comparative fait essentiellement référence aux résultats des enquêtes réalisées au cours de ces deux années.

4. Analyse descriptive et Résultats des Estimations

Cette section présente quelques évidences descriptives du climat des affaires béninois et l'analyse des résultats des estimations économétriques.

4.1. Analyse descriptive

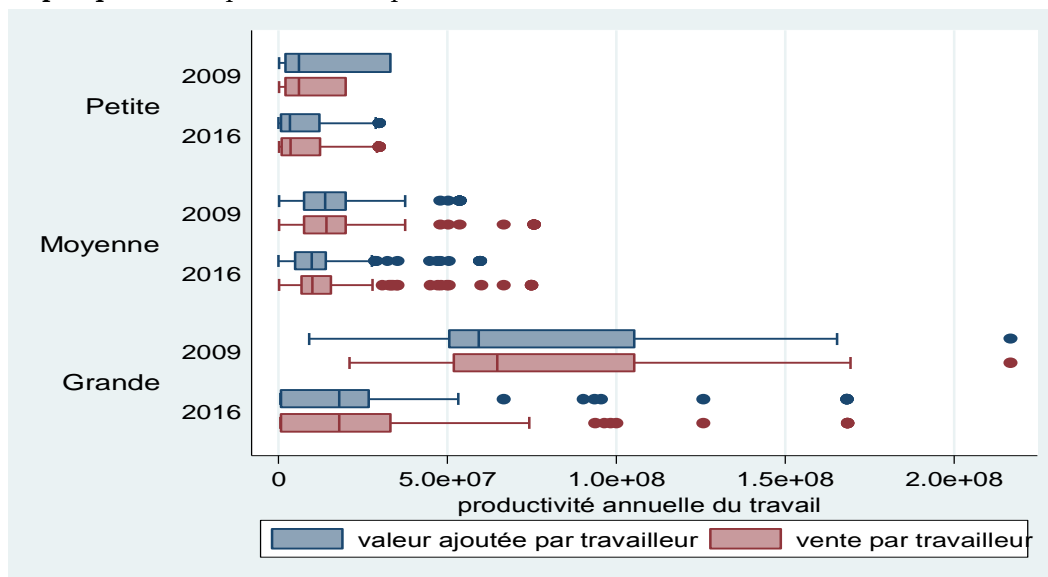
Les emplois dans les entreprises béninoises ont augmentés de 2,4%, contre 8,9% en 2009, malgré une baisse significative des ventes (-15%) et de la productivité du travail (-18%). Plusieurs facteurs du climat des affaires restent des contraintes importantes.

► Productivité de la main-d'œuvre

La productivité du travail des entreprises béninoises est évaluée par le biais de la valeur ajoutée par travailleur⁶ et les ventes per capita.

⁶ La productivité de la main-d'œuvre est appréhendée par la « la valeur ajoutée par travailleur ». La consommation intermédiaire ne prend en compte, ici, que le coût des matières premières brut et des biens intermédiaires utilisés dans le processus de production y compris l'électricité.

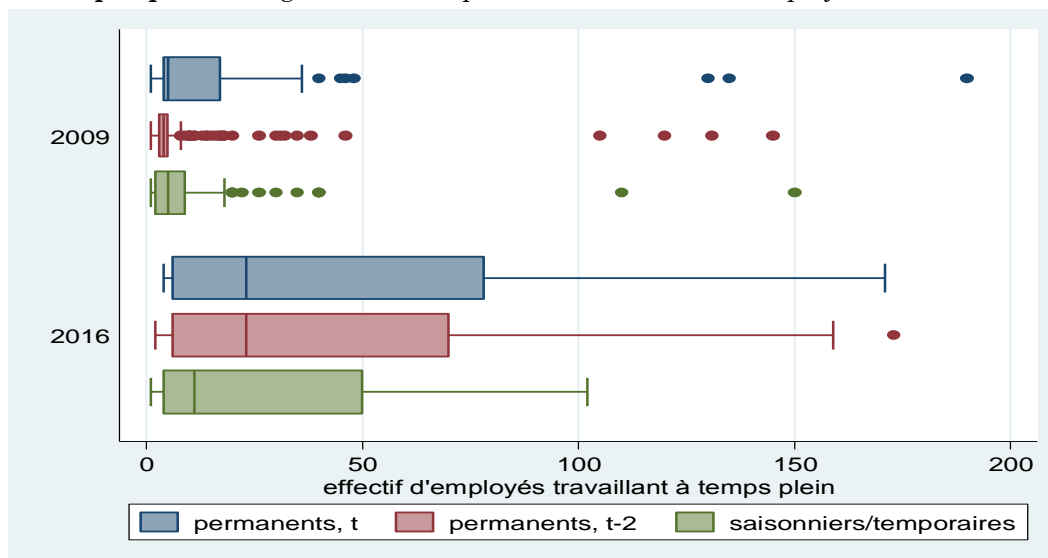
Graphique 2 : Dispersion de la productivité annuelle du travail selon la taille et l'année



Source : WBES au Bénin 2009, 2012 ; Calcul de l'auteur

Comparativement à 2009, la performance des entreprises ne s'est pas améliorée en raison de la baisse moyenne de 15%⁷ des ventes sur la période de 2013 à 2016. La productivité annuelle médiane du travail s'est significativement dégradée entre les résultats de l'enquête 2009 et ceux de l'enquête 2016. La croissance annuelle de la productivité du travail est évaluée à -18%. La prise en compte de la taille des entreprises montre les mêmes constats. Par ailleurs, la productivité du travail des entreprises béninoise semble être fonction de leur taille. En effet, plus l'entreprise est importante et plus les productivités observées sont élevées.

Graphique 3 : Diagramme de dispersion de l'effectif des employés selon l'année



Source : WBES au Bénin 2009, 2012 ; Calcul de l'auteur

⁷ Cette baisse est estimée à 4,4% pour les pays d'ASS et à 3,4% pour les pays à revenu faible.

Malgré la baisse des ventes en 2016, les entreprises béninoises ont augmenté en moyenne l'effectif de leur personnel en emplois permanents de 2,4%. Le niveau médian des effectifs a également augmenté. La baisse très importante de la productivité pourrait alors s'expliquer par une augmentation importante des effectifs des employés dans la plupart des firmes.

► Climat des affaires au Bénin en 2009 et 2016: Quelques faits stylisés

Les données exploitées dans cette étude sont des données d'enquêtes d'entreprises béninoises, collectées par la Banque Mondiale en 2009 et 2016. Les enquêtes ont été réalisées dans les régions du Littoral, principalement à Cotonou, dans l'Atlantique, le Borgou, le Mono et l'Ouémé auprès de 150 entreprises. En 2016, 73% des entreprises se trouvent dans le département du Littoral et le reste dans les régions évoquées ci-avant. C'est également le cas de l'enquête de 2009 avec 86% des entreprises situées à Cotonou, la Capital économique du Bénin, et le reste ailleurs sur le territoire.

L'échantillon des deux années, 2009 et 2016, est composé de 48% des entreprises du secteur manufacturier et 52% des entreprises de services. La plupart des entreprises sont des entreprises individuelles, 69% en 2016 contre 49% en 2009. De plus, ces firmes sont en majorité des petites et moyennes entreprises. Ces deux catégories représentent 55% et 39% de l'échantillon en 2009 contre 39% pour chaque catégorie en 2016. Les entreprises sont plus concentrées dans le commerce de gros : 20% en 2009 et 22% en 2016, les imprimeries et industries associées, le commerce de détail, les industries alimentaires.

Tableau 1 : Distribution de l'échantillon par industrie et l'année

Secteurs d'activités	2009				2016			
	Petite	Moyenne	Grande	%	Petite	Moyenne	Grande	%
Denrées alimentaires	5	3	2	6.7	5	9	3	11.3
Textiles	-	-	1	0.7	-	-	1	0.7
Bois	11	1	-	8.0	2	-	-	1.3
Papier	2	1	-	2.0	-	-	-	0.0
Edition, imprimerie et supports enregistrés	15	6	1	14.7	13	5	1	12.7
Industrie chimique	2	5	-	4.7	1	6	3	6.7
Plastique et caoutchouc	-	2	-	1.3	-	2	-	1.3
Produits minéraux non métalliques	1	-	2	2.0	1	1	-	1.3
Produits métalliques	-	1	-	0.7	1	1	-	1.3
Fabrication de produits métalliques	3	-	-	2.0	2	-	2	2.7
Machines et équipements	1	1	-	1.3	1	-	-	0.7
Electronique	-	-	-	0.0	-	-	1	0.7
Instruments de précision	-	1	-	0.7	-	-	-	0.0
Meubles	2	3	-	3.3	5	3	1	6.0
Construction	5	2	-	4.7	5	3	2	6.7
Entretien d'automobiles	3	6	1	6.7	3	7	3	8.7
Commerce de gros	16	13	1	20.0	12	13	8	22.0
Commerce de détail	12	6	-	12.0	7	3	3	8.7
Hôtels et restaurants	-	3	-	2.0	1	5	-	4.0
Transports	1	3	1	3.3	-	1	4	3.3
Autres	3	2	-	3.3	-	-	-	0.0
Ensemble	82	59	9	100.0	59	59	32	100.0

Source : WBES au Bénin 2009, 2012 ; Calcul de l'auteur

Les entreprises ont fourni également des éléments de réponses relatives à l'influence des composantes du climat des affaires sur leurs activités. Comme dans les pays en développement, l'accès au financement et l'accès à l'électricité (Rossignol, 2005; Aterido, 2007) constituent les principales contraintes auxquelles les entreprises privées font face. Les raisons sont entre autres, pour l'accès au crédit, les procédures complexes et les garanties exigées pour avoir le crédit auprès des banques secondaires. Pour l'accès à l'électricité, les pannes d'électricité sont récurrentes pouvant durer des jours. De 2009 à 2016, les trois contraintes majeures au développement des entreprises restent identiques et se sont même

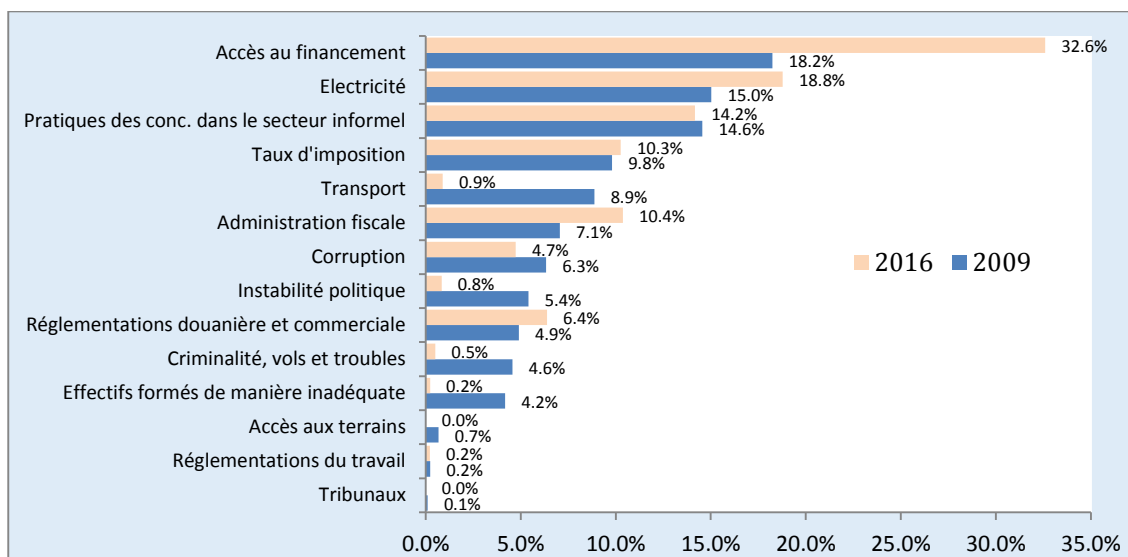
renforcées : accès au financement, l'accès à l'électricité et les pratiques des concurrents opérants dans le secteur informel. L'analyse du graphique 4 montre que 33% des entreprises de l'échantillon en 2016 relèvent que l'accès au crédit constitue un frein au développement de leurs activités contre 18% en 2009 alors que ce taux est de 30% dans l'ASS et 24% dans les pays à revenu faible (World Bank, 2016). Aussi 19% de ces entreprises en 2016, contre 15% en 2009, ont répondu que l'accès à l'électricité a une influence sur leurs activités. Pour ce qui est des pratiques déloyales du secteur informel, 14% des entreprises estiment qu'elles affectent aussi leur performance. Le taux d'imposition et les taxes administratives ont également un impact important sur 10% des entreprises. Par ailleurs, les investissements massifs dans les infrastructures routières sur la période 2006-2015 ont des effets de catalyse, par la réduction considérable de l'obstacle du transport sur le déroulement des activités des firmes de 9% en 2009 à moins de 1% en 2016.

Au niveau des grandes entreprises, en 2016, les obstacles majeurs sont l'accès au crédit (46%) suivi des difficultés d'accès à l'électricité (31%) et des pratiques des concurrents du secteur informel (15%). Pour les autres contraintes, le taux est moins de 3%.

Pour les petites entreprises, l'accès au crédit constitue au Bénin l'obstacle le plus important dans le déroulement des activités avec 40% des entreprises. Ensuite, 17% des entreprises se plaignent de l'accès à l'électricité, 16% des pratiques des concurrents du secteur informel et 9% de la corruption lors de la connexion à un réseau (eau, électricité, TIC, foncier) ou pour obtenir un service qui semble devenir un paiement impératif. Les autres aspects du climat des affaires ont un taux de contrainte de moins de 2%.

Par ailleurs, pour les moyennes entreprises, ce sont les taxes administratives (39%) qui affectent le plus leur performance. Pour ce qui est des réglementations douanière et commerciale, 18% des entreprises pensent qu'elles ont aussi un effet sur leur activité. En outre, 15% des entreprises estiment que l'accès au crédit affecte aussi leur performance. Les difficultés d'accès à l'électricité – coût élevé, délestage de longue durée, insuffisance de puissance disponible – quant à elles, ont une influence sur l'activité des moyennes entreprises. Le problème dû aux pannes d'électricité en 2016 notamment les multiples délestages subis sur le territoire béninois va augmenter les coûts de production des entreprises et peut provoquer la mise en place des programmes de chômage structurels.

Graphique 4 : Les obstacles aux affaires au Bénin selon l'année



Source : WBES au Bénin 2009, 2012 ; Calcul de l'auteur

Enfin, les pratiques du secteur informel (12%) et les taux de taxes (7%) constituent également des freins au développement des activités de cette catégorie d'entreprises. Cependant, moins de 2% des entreprises évoquent les autres aspects du climat des affaires comme des obstacles à la performance des firmes.

Par ailleurs, le Bénin occupe la 158^{ème} place en matière de facilitation des affaires sur 189 pays selon le Doing Business 2016. En effet, le nombre de procédures notamment 7 au Bénin fait partie des plus élevés comparativement au Sénégal (4) et au Canada (1) pour débiter une affaire (Banque Mondiale, 2016). Même si on constate qu'il y a une amélioration des indicateurs pour débiter une affaire au Bénin, ces indicateurs demeurent élevés relativement à d'autres pays (Tableau 2).

Tableau 2 : Evolution des indicateurs pour débiter une affaire au Bénin de 2005 à 2015

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	OECD	SSA	Nigeria	CI	Sénégal	Togo
Coût (% du revenu par tête)	168,2	211	197,1	198,1	157,3	154,3	149,9	126,8	122,7	55,8	45,3	4,0	53,4	31,7	19	63,7	77,8
CPIA	4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	-	3,1	3,5	3	4	3
Procédures (nombre)	10	10	10	10	10	10	9	8	7	7	7	4,8	8,0	8,7	4	4	6
Temps mis (jour)	34	34	34	34	34	34	32	29	18	12	12	8,2	26,8	30,8	7	6	10

CPIA= CPIA business regulatory environment rating (1=low to 6=high)

Source : WDI, 2016 ; Calcul de l'auteur

► Perception globale du climat des affaires

La perception globale des patrons d'entreprises sur l'environnement des affaires au Bénin entre 2009 et 2016 montre des similarités. Comme Carlin et al. (2006), qui utilisent des variables subjectives afin d'évaluer, sur la base d'une échelle de 0 à 4, le degré de sévérité constitué par un certain nombre de variables du CA dont le coût et l'accès aux marchés financiers, concluent que le coût de financement est le facteur le plus contraignant à l'activité des firmes pour tous les groupes de pays étudiés notamment les pays africains. Le degré de sévérité de ces contraintes perçue diminue à mesure que le niveau de revenu d'un pays augmente (Gelb et al. (2007)).

Tableau 3 : Perception globale de l'environnement des affaires au Bénin en 2009 et 2016

Variables/ Obstacles	Electricité		Inadéquation Travail- emploi		TIC		Transport		Régulation commerce & Douane		Concurrence informelle		Accès Foncier		Crime/vol	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Aucun	6,04	6,78	24,83	32,94	-	19,84	16,84	22,71	12,99	8,41	24,26	16,31	19,61	61,04	6,86	39,45
Mineur	15,12	13,94	27,18	26,89	-	35,03	21,02	35,03	20,43	32,89	6,80	11,68	27,19	20,76	21,22	30,16
Modéré	26,67	19,10	19,82	12,89	-	20,43	15,72	19,32	14,88	27,46	2,37	22,00	11,28	13,69	19,46	14,31
Majeur	17,58	38,94*	20,50*	16,82	-	20,80*	30,68*	13,57	36,01*	24,11*	14,96	26,56*	31,13*	0,93	23,09*	13,35
Sévère	34,58*	21,24*	7,67	10,46	-	3,91	15,72	9,37	15,70	7,14	51,60*	23,44*	10,79	3,58	29,37*	2,73

Variables	Accès Finance		Taux taxe		Taxe administrative		Licence/permis d'affaire		Instabilité politique		Corruption		Justice		Législation Travail	
	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016	2009	2016
Aucun	6,78	21,49	7,57	9,36	10,68	9,81	32,88	30,76	21,32	20,45	3,51	11,45	33,56	27,03	39,68	28,13
Mineur	3,01	13,11	7,88	21,62	17,63	22,14	22,79	41,17	18,26	23,41	13,52	25,75	19,06	27,74	25,58	45,76
Modéré	20,04	21,88	17,16	21,92	9,59	24,22	23,87	25,32	11,71	27,42	15,37	23,20	11,50	21,12	18,62	24,85
Majeur	45,02*	13,87	55,07*	28,01*	38,03*	31,95*	18,85	2,76	29,76*	18,48	28,95*	22,75*	24,50*	23,56*	15,45	0,82
Sévère	25,16*	29,65*	12,33	19,09*	24,07*	11,89	1,61	0,00	18,95	10,23	38,65*	16,84	11,38	0,55	0,67	0,45

Source : WBES, 2009 et 2016 ; Calcul de l'auteur

En s'intéressant à la proportion des entreprises ayant perçu un facteur du climat des affaires comme une contrainte majeure ou sévère et en comparant cette proportion à 20%, comme dans Carlin et al, 2006, les facteurs les plus contraignants sont entre autres, l'électricité, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la concurrence informelle, l'accès à la finance, le taux de taxes, la taxe administrative et la corruption.

4.2. Résultats empiriques

Les variables des facteurs du climat des affaires – infrastructures, financement, crime/concurrence/bureaucratie/corruption, perception globale – qui sont corrélées à l'évolution de l'emploi sont retenues dans l'analyse empirique. Les liens significatifs retenus ($p\text{-value} < 5\%$), après une analyse en ANOVA et en ANCOVA pondérées, sont regroupées comme suit :

Infrastructure : De l'analyse en ANOVA et de la corrélation, les variables qui expliquent significativement la variance de la variable dépendante ou qui lui sont corrélées sont : Les pannes d'électricité, les pertes totales annuelles dues aux pannes d'électricité, le nombre et la durée moyenne des pannes d'électricité, si l'entreprise dispose d'un site web, si l'entreprise exporte.

Financement : Les variables comme : si l'entreprise dispose d'une autorisation de découvert, si le prêt contracté par l'entreprise nécessite des garanties, si le compte et états financiers l'an dernier ont été audités et validés par un auditeur externe sont celles qui caractérisent l'accès à la finance des firmes.

Crime/Concurrence/Bureaucratie/Corruption : Les pertes subies pour cause de vol, utilisation de licence d'une entreprise extérieure, si l'entreprise est en concurrence avec des firmes non enregistrées ou informelles sont les seules variables corrélées avec la variable indépendante.

Par ailleurs, presque toutes les variables de la perception globale de l'environnement des affaires sont liées à la variable dépendante. D'autres caractéristiques telles que la taille, le statut légal de la firme, la certification, la localisation de la firme et l'utilisation des TICs sont également corrélées à la création d'emploi.

► Productivité du travail et création d'emploi

A la suite de l'analyse des liens, les résultats présentés sont obtenus par la méthode des moindres carrés et par la méthode du maximum de vraisemblance à partir d'un modèle Logit. La faible taille des échantillons et les problèmes de valeurs manquantes et d'outliers, imposent l'estimation en tenant compte des pondérations et l'identification des points aberrants et leurs suppressions.

Les principaux résultats montrent que l'impact de la productivité du travail sur la croissance de l'emploi est négatif et significatif. Une augmentation de 1% de la productivité induit une réduction entre 1% et 1,5% de l'emploi. Ce résultat est contraire à celui de Shi et Michelitsch, 2012, qui trouvent un impact positif de 1,8% sur un panel de pays. Alors, lorsque la productivité du travail augmente, un nombre restreint d'employés est nécessaire pour produire les mêmes quantités de produits. Une dichomisation de cette variable dépendante donne des résultats relativement proches.

L'analyse de l'impact de la productivité du travail sur les intentions d'embauches en 2016 montre une relation positive mais faible.

Autres facteurs affectant la création d'emplois : Les grandes entreprises expérimentent une création d'emploi plus importante que les autres firmes et l'âge de l'entreprise agit positivement sur la croissance de l'emploi jusqu'à un seuil avant de connaître une décroissance. Les entreprises du Littoral notamment à Cotonou croissent plus vite que ceux des autres localités en terme d'emplois. Les entreprises exportatrices, celles qui sont dans la manufacture et qui utilisent les nouvelles technologies croissent également plus vite. Le fait que les entreprises aient été auditées n'implique pas sa croissance. Comparativement à 2009, la création d'emploi nette a été plus faible en 2016.

L'analyse suggère que l'augmentation de la productivité du travail a un impact négatif et significatif sur la création de l'emploi après avoir tenu compte des facteurs de contrôle.

Tableau 4 : Régression de la croissance annuelle de l'emploi sur la productivité du travail au Bénin

Variables	MCO	RMCO	MCO	RMCO	Logit	Logit
	$((I1-I2)*100)/(2*(I1+I2)/2)$		$((\log(I1)-\log(I2))*100)/2$		lo=1 si I1-I2>0	AFI12= essayé d'embaucher
Log(age)	5.178** (2.070)	6.616*** (2.196)	5.277** (2.109)	6.605*** (2.223)	1.291** (0.604)	3.369** (1.663)
Log(age) ²	-1.263*** (0.457)	-1.648*** (0.461)	-1.304*** (0.467)	-1.652*** (0.467)	-0.270** (0.127)	-1.090*** (0.350)
Petites entreprises	-13.39*** (0.813)	-12.53*** (0.835)	-13.65*** (0.833)	-12.58*** (0.845)	-4.130*** (0.256)	-3.753*** (0.636)
Moyennes entreprises	-8.781*** (0.777)	-8.309*** (0.793)	-8.970*** (0.798)	-8.334*** (0.803)	-2.386*** (0.228)	-4.831*** (0.579)
Log(productivité du travail)	-0.0100*** (0.00196)	-0.0146*** (0.00165)	-0.00990*** (0.00201)	-0.0147*** (0.00167)	-0.00209*** (0.000451)	0.00629*** (0.00157)
Urbanisation : Littoral	2.849*** (0.710)	3.463*** (0.679)	2.771*** (0.725)	3.515*** (0.687)	0.545*** (0.169)	0.966*** (0.364)
Exportateur : Oui	1.210** (0.529)	0.706 (0.552)	1.188** (0.542)	0.715 (0.559)	-0.183 (0.156)	3.349*** (0.349)
Propriétaires : Nationaux	2.948*** (0.738)	2.727*** (0.729)	2.970*** (0.752)	2.731*** (0.738)	1.436*** (0.210)	-1.317*** (0.486)
Firmes manufacturières	2.900*** (0.705)	3.162*** (0.599)	3.198*** (0.734)	3.217*** (0.604)	0.0481 (0.159)	2.496*** (0.406)
Capacité technologique	1.958*** (0.600)	1.605*** (0.523)	1.926*** (0.616)	1.620*** (0.529)	-0.124 (0.142)	5.335*** (0.719)
Auditeur externe : Oui	-8.850*** (0.559)	-6.784*** (0.496)	-9.106*** (0.573)	-6.815*** (0.502)	-0.784*** (0.132)	-0.961*** (0.350)
Dummy : année 2016	2.664*** (0.546)	2.886*** (0.482)	2.681*** (0.558)	2.918*** (0.488)	-0.561*** (0.131)	- -
Constant	21.24*** (3.773)	25.29*** (3.709)	21.39*** (3.848)	25.62*** (3.755)	3.795*** (1.025)	-13.96*** (3.347)
Observations	1881	1881	1883	1883	1884	954
R2_a ou R2_p	0.293	0.289	0.291	0.287	0.213	0.577
F ou chi2	60.44***	64.72***	59.68***	64.08***	507.3***	513.8***

Source : WBES, 2009 et 2016 ; Calcul de l'auteur

► Climat des affaires et croissance de l'emploi

Les principaux résultats de l'évaluation de l'impact des principales contraintes identifiées et du climat des affaires sur la création des entreprises privées béninoises donnent d'énormes enseignements. Ces résultats sont synthétisés dans le tableau 5. La variable dépendante est soit le taux de variation de l'emploi ou le changement de l'effectif des employés entre t et $t-2$. D'abord, les facteurs de l'infrastructure affectent la productivité des entreprises béninoise. On note qu'une augmentation du nombre moyen de pannes d'électricité et sa durée dans le mois affectent la croissance des entreprises. La consommation technologique – site web, internet, connexion haut débit – des entreprises augmente la croissance de l'emploi. Les sociétés en nom collectif sont plus créatrices d'emplois que les entreprises individuelles et les autres formes juridiques.

Ce qui nous paraît étonnant est le fait que le résultat de l'analyse montre que les pertes totales dues aux pannes d'électricité impactent positivement la création d'emploi. L'explication que nous pouvons donner à cela repose sur les hypothèses : soit les chefs d'entreprises anticipent ces pertes et intègrent celles-ci dans leur système de fonctionnement puisqu'il s'agit d'une perte annuelle donc sur un laps de temps. Ils peuvent mettre en place des mécanismes qui puissent motiver le personnel à doubler d'effort et à travailler deux fois plus que la normale. L'autre argument plausible, c'est lorsqu'une entreprise subit une perte importante due aux pannes d'électricité au cours de l'année, celle-ci afin de sauvegarder sa marge bénéficiaire, va agir sur le prix des produits vendus ou sur le salaire du personnel.

S'agissant de l'accès au financement, la croissance de l'emploi semble être influencée négativement lorsqu'une entreprise dispose d'une autorisation de découvert.

Dans le groupe regroupant les facteurs sur le crime, la concurrence informelle, la bureaucratie et la corruption. L'on dénote que les pertes dues au vol en pourcentage du chiffre d'affaire affectent négativement la variation dans l'emploi.

Les résultats montrent que l'obtention de licence et l'accès plus aisé au crédit influencent positivement le volume des ventes et la croissance de l'emploi des entreprises. Les variables de contrôle telles que l'âge de l'entreprise, le genre, le niveau d'expérience du manager influencent positivement cette variable. Les entreprises du secteur manufacturier tout comme celle ayant une forte proportion d'actionnaires nationaux sont plus créatrice d'emplois. Le nombre de coupures électriques a une influence positive sur l'efficacité des entreprises. Cela peut être dû aux moyens mis en œuvre pour contourner le problème de l'électricité, à la bonne gestion du temps pendant les périodes de coupures ou même à l'usage par les entreprises de leurs propres générateurs.

V – Conclusion et recommandations

A partir des bases de données de 300 entreprises béninoises des régions du Littoral, de l'Atlantique, du Borgou, du Mono et de l'Ouémé, enquête conçue par la Banque Mondiale sur le climat des affaires au Bénin en 2009 et 2016, cette étude examine comment le climat des affaires et la productivité du travail affecte la création de l'emploi dans les firmes. Les résultats de l'analyse montrent à la fois l'importante influence des composantes du climat

des investissements sur la création d'emploi des entreprises et la nécessité d'une analyse au niveau des entreprises pour explorer les effets de ces composantes.

Cette analyse est basée sur les travaux de Shi et Michelitsch (2012), qui utilisent la régression multiple pour analyser l'impact de la productivité du travail sur la croissance de l'emploi au sein des entreprises; ceux de Escribano et al. (2008) qui utilisent la régression multiple pour déterminer l'impact du climat des affaires sur la performance des entreprises en Turquie. Les études de Ngotta (2012) sur les entreprises ivoiriennes et celle de Hallaward-Driemer et al. (2006) utilisent également une régression multiple pour évaluer les facteurs du climat des affaires sur la performance notamment la création des emplois des firmes chinoises.

Selon la perception des entreprises de l'échantillon, les composantes du climat des affaires qui constituent un obstacle majeur à leurs activités en termes d'importance sont : l'accès au crédit (34%), l'électricité (19%), la concurrence du secteur informel (14%), la corruption, le foncier, la justice et les taxes.

L'étude révèle à travers les analyses économétriques basées sur les statistiques univariées et multivariées que le climat des affaires à travers ces composantes influence la croissance de l'emploi des firmes ivoiriennes. La productivité du travail au sein des entreprises, encore faible, agit négativement à hauteur de 1,5% sur la création d'emplois. Les mesures qualitatives du climat des affaires utilisées compte tenu de la difficulté à obtenir des mesures quantitatives à partir de la base montre que les multiples contraintes majeures du climat des affaires, qui restent inchangées sur la période 2009-2016, comme l'accès difficile à la finance, l'accès pénible avec des coupures intempestives d'électricité et à coût onéreux de l'énergie des unités de production et la concurrence déloyale intense du secteur informel sont autant de facteurs qui limitent l'objectif d'offre d'emploi des entreprises auxquels s'ajoute la faiblesse du capital humain. Les variables de contrôle telles que l'âge de l'entreprise, le genre, le niveau d'expérience du manager influencent positivement la croissance de l'emploi. Les entreprises du secteur manufacturier tout comme celles ayant une forte proportion d'actionnaires nationaux sont plus créatrices d'emplois.

L'harmonisation du questionnaire relativement à certaines questions qui concernent le climat des affaires pour les entreprises doit être prise en compte pour une meilleure analyse dans le cadre des futures enquêtes sur les entreprises. En outre, les données manquantes doivent préoccuper les enquêteurs et superviseurs lors de la réalisation des enquêtes pour permettre une bonne analyse.

► Implications politiques des résultats

La section précédente a permis d'étudier les impacts du climat des affaires et de la productivité de la main-d'œuvre sur la croissance de l'emploi au sein des entreprises en 2009 et 2016. Cette étude parvient à la conclusion selon laquelle la productivité du travail à un impact négatif sur la création d'emplois et les contraintes majeures du climat des affaires ne sont pas propices à plus d'investissements, à plus de productivité et d'emplois au Bénin. Ainsi, cette étude propose comme mesure l'amélioration du capital humain des entreprises

et les facteurs du climat des investissements. Le pays doit mettre un accent particulier sur les politiques facilitant les affaires pour une croissance économique inclusive pour tous.

Les recommandations de politiques qui découlent des résultats se présentent comme suit:

→ Améliorer dans la durée l'offre des infrastructures de base – de transport, de télécommunication, d'énergie surtout l'approvisionnement en électricité – afin d'inverser les tendances actuelles de déficit cyclique des puissances disponibles d'électricité qui engendre des délestages de longues durées et des coûts additionnels pour les unités de production, notamment pour les entreprises manufacturières. En effet, les politiques doivent mettre en place des infrastructures et services de base nécessaires au développement du secteur privé et à la promotion du secteur manufacturier. Une solution communautaire (UEMOA ou CEDEAO) au déficit et à la vulnérabilité du Bénin en matière d'énergie électrique est aussi une autre piste à explorer ;

→ Mettre les questions de promotion du secteur privé au cœur des stratégies du pouvoir public et donc en faire une priorité: Diversifier le tissu industriel du pays au-delà des services pour la transformation manufacturière; réhabiliter et viabiliser totalement la zone franche industrielle de Sèmè et corriger les contraintes majeures évoquées ci-avant. Pour ce faire, il convient que le ministère de l'industrie travaille en synergie avec ceux de l'économie et de l'énergie, pour concevoir une politique industrielle dynamique, cohérente et durable.

→ Assouplir les mesures fiscales en faveur de l'investissement privé en appliquant les taux d'imposition optimaux en se basant sur les études qui existent et augmenter la qualité et la gestion du recouvrement surtout au niveau du secteur informel qui est en concurrence déloyale rude avec le secteur formel ;

→ Renforcer les capacités des managers et des travailleurs dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) : former les managers dans les domaines de gestion des ressources humaines, de la comptabilité et de la consommation technologique et inciter les firmes à investir dans la recherche-développement et dans le renforcement des capacités et les responsabilités des travailleurs en vue d'accroître leurs productivités ;

→ Reconstruire et moderniser le système éducatif : Ouvrir les filières de formation professionnelle porteuses et compatibles aux besoins économiques du pays et des entreprises et directement utile pour l'auto emploi et l'entrepreneuriat. Aussi faut-il améliorer la qualité de l'enseignement. Pour cela, dans un PPP, il faut soutenir et renforcer les centres de recherche, les universités ou les grandes entreprises qui visent à inventer de nouvelles technologies ou de nouveaux produits ou procédés qui repoussent les frontières du savoir et favoriser la commercialisation des résultats dans le cadre des relations établies avec le secteur privé; l'interface entre le gouvernement et les entreprises doit être améliorée, avec des priorités plus spécifiques et plus claires discernées parmi les nombreux plans économiques et visions pour le pays;

→ Mettre en œuvre une politique pour accroître les capacités d'absorption technologique dans le secteur manufacturier; ce qui demande de promouvoir le capital humain à travers le renforcement de la scolarisation surtout celle technique pour la réduction du chômage des diplômés;

→ Développer les capacités productives surtout dans les secteurs manufacturiers et agro-industriels en encourageant l'esprit d'entreprise; en atténuant les contraintes du côté de l'offre qui limitent les capacités de production et d'exportation du secteur privé, limiter les contraintes sur les marchés des crédits, du travail et des capitaux ;

→ Améliorer la gouvernance et lutter résolument contre la corruption : L'amélioration de la transparence dans la gestion des affaires publiques notamment dans la passation des marchés publics permettra aux firmes d'y avoir un accès équitable; aussi, la prévention et la répression sous toutes ses formes de la corruption et des infractions connexes doivent devenir une réalité au Bénin ;

→ Valoriser la population importante et croissante de jeunes pleins de talents en leur créant des opportunités d'emplois : Transformer le dividende démographique en dividende économique en affrontant les multiples causes du chômage des jeunes notamment l'accès difficile à la finance, la faiblesse du capital humain, les problèmes de gouvernance ; cela permettra aux jeunes de ne pas se rabattre sur le secteur informel et le sous – emploi ou dans les emplois précaires mais de disposer des moyens de réaliser pleinement leur potentiel économique ;

→ Moderniser l'Administration publique et instaurer une base de données des fonctionnaires de la fonction publique : Le recensement intégral des agents de l'Etat permettra de supprimer définitivement le nombre important de doublon de fonctionnaires, « les morts » qui prennent encore leurs salaires et d'identifier les faux diplômés afin de libérer des places dans ce secteur pour les jeunes. Cela permettra enfin de renforcer le contrôle des fraudes aux salaires perçus indument par certains fonctionnaires fictifs.

Tableau 5 : Liens climat des affaires et création des emplois par les entreprises au Bénin

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
	gchemp	gchempc	gchemp	gchempc	gchemp	gchempc	gchemp	gchempc	gchemp	gchempc	gchemp	gchempc
Log(âge)			-2.939*** (0.470)	-3.007*** (0.477)					0.562 (0.751)	0.285 (0.842)	-4.876*** (0.375)	-6.087*** (0.413)
Petites entreprises	-11.49*** (0.984)	-11.09*** (1.185)	-8.897*** (1.000)	-9.081*** (1.018)	3.581 (3.261)	-17.58*** (3.135)	-5.954*** (1.798)	-6.067*** (1.837)	-9.971*** (1.223)	-10.49*** (1.345)	-9.521*** (0.577)	-12.72*** (0.612)
Moyenne entreprises	-5.352*** (1.099)	-3.952*** (1.278)	-11.03*** (0.877)	-11.25*** (0.893)	-13.01*** (2.332)	-14.45*** (2.667)	-2.214 (1.808)	-2.272 (1.843)	-7.333*** (1.267)	-7.315*** (1.420)	-11.60*** (0.608)	-13.45*** (0.668)
SARL	-23.43*** (1.898)	-26.41*** (2.238)	3.360*** (0.921)	3.415*** (0.932)								
SPRL	-12.19*** (0.963)	-13.39*** (1.072)	3.209** (1.546)	3.261** (1.566)								
SNC	43.60*** (1.576)	46.77*** (1.830)	13.13*** (1.100)	13.62*** (1.155)								
SCS	-16.59*** (1.779)	-19.03*** (2.024)	3.512*** (0.820)	3.578*** (0.826)								
Norme ISO : Oui	10.53*** (1.308)	13.42*** (1.642)	-6.099*** (0.861)	-6.155*** (0.866)								
Littorale	-9.244*** (0.969)	-9.582*** (1.044)	-3.344*** (0.714)	-3.419*** (0.724)	-8.429*** (2.710)	-2.620 (3.807)	-5.482*** (1.271)	-5.542*** (1.290)	-1.691 (1.246)	-1.513 (1.332)	-4.465*** (0.501)	-4.421*** (0.561)
Exportatrice : Oui			0.541 (0.743)	0.451 (0.755)					-2.885*** (0.925)	-2.763** (1.106)	-0.963** (0.437)	-1.451*** (0.488)
Pannes électrique : c7			-0.00888 (0.0127)	-0.00935 (0.0128)								
Perte % du CA : c9a			-0.206*** (0.0227)	-0.210*** (0.0230)								
yearr2	1.208 (0.749)	0.702 (0.858)	1.368 (2.545)	1.340 (2.574)	-21.74*** (2.191)	-18.32*** (2.471)	-0.965 (1.245)	-1.010 (1.266)	1.606 (1.261)	1.439 (1.431)	-1.920** (0.965)	-1.033 (1.062)
Site web, internet : Oui	7.954** (3.552)	7.769** (3.577)										
Découvert : Oui					-7.217** (2.901)	-31.42*** (3.234)						
Garantie : Oui					7.951*** (2.128)	8.516*** (2.847)						
Auditeur externe : Oui					24.73*** (2.337)	20.64*** (2.876)						
Vol-cambriolage : Oui							-3.786* (2.228)	-3.869* (2.258)				
Licence étrangère : Oui							7.252* (3.885)	7.315* (3.933)				

Conc. Informelle : Oui	3.661***	3.728***				
	(1.370)	(1.391)				
Manufactures			0.893	0.394	3.883***	3.828***
			(1.169)	(1.351)	(0.545)	(0.609)
nc30a			1.014	0.675		
			(0.877)	(1.030)		
nd30a			-10.34***	-11.30***		
			(1.191)	(1.323)		
nd30b			-7.849***	-8.984***		
			(0.979)	(1.154)		
ne30			-1.848**	-1.714**		
			(0.788)	(0.867)		
ng30a			-5.242***	-5.444***		
			(1.157)	(1.276)		
ni30			12.26***	13.62***		
			(1.230)	(1.388)		
nk30			-4.922***	-6.231***		
			(0.909)	(1.084)		
nj30a			5.646***	6.012***		
			(1.144)	(1.236)		
nj30b			-11.29***	-11.32***		
			(1.248)	(1.350)		
nj30e			7.625***	8.893***		
			(1.327)	(1.437)		
nj30f			-0.859	-0.138		
			(1.256)	(1.430)		
nh30			-4.293***	-4.653***		
			(1.112)	(1.222)		
nj30c			11.93***	11.02***		
			(1.408)	(1.629)		
accred					-4.565***	-4.712***
					(0.722)	(0.807)
corrup					-6.906***	-7.793***
					(1.038)	(1.157)
electr					-2.006**	-2.414***
					(0.807)	(0.901)
Infor					-7.159***	-3.942***
					(0.853)	(0.926)
Taxead					-1.567*	-1.906**
					(0.823)	(0.915)
Tauxtax					-2.421***	-2.656***
					(0.846)	(0.946)

Coupure de courant : c62											17.98***	19.68***
											(0.876)	(0.976)
Groupe électrogène: c101											1.532***	-0.354
											(0.540)	(0.581)
Expérience annuelle : b7											-0.134***	-
												0.0990***
											(0.0227)	(0.0251)
Constant	17.74***	18.06***	22.97***	23.49***	11.47**	30.37***	9.578***	9.738***	15.33***	16.68***	15.70***	19.21***
	(1.524)	(1.741)	(3.045)	(3.095)	(4.541)	(5.652)	(2.015)	(2.049)	(3.453)	(3.904)	(1.810)	(2.001)
Observations	2430	2455	667	667	784	716	342	342	1783	1795	1216	1236
R-squared	0.491	0.463	0.513	0.517	0.204	0.255	0.118	0.117	0.430	0.413	0.479	0.482
r2_a	0.489	0.461	0.503	0.508	0.197	0.247	0.0992	0.0988	0.424	0.406	0.472	0.475
F	137.7***	117.8***	52.16***	50.55***	34.07***	20.40***	6.176***	6.167***	40.89***	33.84***	68.86***	70.92***

Source : WBES, 2009 et 2016 ; Calcul de l'auteur

Références Bibliographiques

- Asiedu, E., Isaac Kalonda-Kanyama, Leonce Ndikumana, and Akwasi Nti-Addae, 2013. "Access to Credit by Firms in Sub-Saharan Africa: How Relevant is Gender?" PERI Working Paper.
- Akplogan Marc, 2015. "Firm's size and Gender: Access to Credit as a Growth Constraint in Africa» 2nd International Conference on sustainable Development in Africa, UNI-Merit, CRES, Dakar, Senegal.
- Akplogan Marc, 2015. "Big Constraints and Productivity in African Manufacturing Sector: Firm-level Evidence", 4th CEA, 2015, Accra, Ghana.
- Anqing Shi, Rolant Michelitsch, 2013. "Impact of labor productivity on job creation: evidence from global enterprise survey", International Finance Corporation, IFC Open Source Study, WBG.
- Bah E. and Fang L, 2011. "Impact of the Business Environment on Output and Productivity in Africa", Munich Personal RePEc Archive.
- Banque Africaine de Développement, 2016. "Perspectives économiques en Afrique pays", Note Bénin, 2016. BAfD, OCDE, PNUD, 2016. www.africaneconomicoutlook.org, www.afdb.org/fr/countries/west-africa/benin/benin-economic-outlook/
- Banque Mondiale, 2012. "Entreprendre dans un monde plus transparent" Doing Business 2012.
- Banque Mondiale, 2016. "Mesure de la qualité et de l'efficacité du cadre réglementaire" Doing Business 2016. <http://www.doingbusiness.org>
- Bastos F. and Nasir J, 2004. "Productivity and the Business climate: What Matters Most?" Policy Research Working Paper 3335. World Bank, Washington D.C.
- Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt, and Vojislav Maksimovic, 2005. "Financial and Legal Constraints to Growth: Does Firm Size Matter?" Journal of Finance 60 (1): 137–77.
- Belghazi S, 2007. "Genre et performance économique des entreprises marocaines", Synthèse documentaire et statistique, CGEM/GTZ /MDSFS – 2007.
- Bastos F. and Nasir J, 2004. "Productivity and the Business climate: What Matters Most? ", Policy Research Working Paper 3335. World Bank, Washington D.C.
- Dutz, Mark, Ioannis Kessides, Stephen O'Connell, and Robert Willing. 2011. "Competition and Innovation-Driven Inclusive Growth." Policy Research Working Paper 5852. World Bank, Washington, DC.
- Escribano A.J., Guasch L., Manuel de Orte and Pena J, 2008. "Investment Climate and Firm's Economic Performance: Econometric Methodology and Application to Turkey's Investment Climate Survey", Working Paper 08-21 Departamento de Economía Economic Series (13) Universidad Carlos III de Madrid June 2008.
- Fries S., Lysenko T. et Polanec S. 2004. "Environnement des affaires et performance de l'entreprise dans les économies en transition : enseignements tirés d'une enquête représentative", De Boeck Université | Revue d'économie du développement 2004/3 - Vol. 18 pages 155 à 195.
- Hallward-Driemeier M., Wallsten S. and Xu L.C, 2006. "Ownership, business climate and firm performance: Evidence from Chinese firms", Economics of Transition 14(4): 629-647.

Hallward-Driemeier, Mary, 2013. "Enterprising Women: Expanding Opportunities in Africa" Washington DC: The World Bank.

Hallward-Driemeier M., Wallsten S. and Xu L.C. 2006. "Ownership, business climate and firm performance: Evidence from Chinese firms", *Economics of Transition* 14(4): 629-647.

Kèkè, Biaou, 2010. "Dynamique du marché du travail au Bénin", *Projet de renforcement des capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement (CAPOD)*.

Ngotta C. et Bécho I. 2012. "Climat des affaires et performance des entreprises ivoiriennes", *BUPED N°14/2012, Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires (CAPEC)*.

ILO, 2015, "Small and medium-sized enterprises and decent and productive employment creation". *International Labour Conference, 104th Session, 2015. Report IV*.

INSAE, 2001. "L'emploi, le chômage et les conditions d'activités dans l'agglomération de Cotonou : premiers résultats de l'enquête emploi". INSAE, Bénin. <http://www.insae-bj.org/>

Njike njikam, 2005. "Les caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun".

ONUUDI, 2011. "Le développement économique en Afrique, promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial ", *Rapport 2011 CNUCED/ONUUDI*.

UEMOA, 2002. "L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept Etats membres de l'UEMOA".

WBG, 2016. "Enterprise Surveys, Benin 2016 Country Profile"; www.worldbank.org.